

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
49 bis Rue Laplace
41000 Blois.

Blois, le 01/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



PASSENAUD

RN 23
72470 CHAMPAGNE

Références : 2022 – 1215
Code AIOT : 00100-04936

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2022 dans l'établissement PASSENAUD implanté Rue de la Poterie 41170 CORMENON. L'inspection a été annoncée le 27/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action nationale dans la bande des 100 mètres autour d'un site SEVESO.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASSENAUD
- Rue de la Poterie 41170 CORMENON
- Code AIOT : 0010004936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société Passenaud Recyclage exerce une activité de tri et de transit de déchets (DIB, batteries, platins, VHU, déchets métalliques...) et de dépollution de VHU.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale dans la bande des 100 mètres autour d'un site SEVESO.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Ressource en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 01/04/2010, article 7.6.3	/	Sans objet
8	Implantation	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites visite du 20/01/2022 Point de contrôle n°14	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.1	Porter à connaissance du 23/09/2022.	Sans objet
2	Suites visite du 20/01/2022 Point de contrôle n°16	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.7.5	Courrier du 25/02/2022.	Sans objet
3	Suites visite du 20/01/2022 Point de contrôle n°17	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.7.7	Courrier du 25/02/2022.	Sans objet
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 7.6.2	/	Sans objet
6	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 7.6.4	/	Sans objet
7	Consignes d'intervention	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 7.6.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté de présence de stockage de produits à caractère inflammable, combustible ou comburant, ou de déchets en quantités susceptibles de présenter des risques d'incendie ou d'explosion pouvant se propager au site exploité par la société AALBERTS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites visite du 20/01/2022 Point de contrôle n°14

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Matériaux autorisés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Quantités Maximales stockées en tonnes Déchets métalliques et VHU dépollués : 120 Copeaux métalliques huileux :12 Batteries :12 Métaux non ferreux : 8 DIB : 30 (dont 3 t de papiers/cartons)
Constats : Les quantités maximales de stockage autorisées sont respectées.
Observations : L'exploitant a présenté l'état des stocks pour la journée du 30/11/2022 : <ul style="list-style-type: none">- Ferrailles et métaux : 60 tonnes pour un volume de 150 m3- Tournures : 0- Cartons/papiers : 2 tonnes pour un volume de 6 m3- DIB en mélange (hors bois) : 6 tonnes pour un volume de 30 m3- Bois (à compter dans les DIB) : 4 tonnes pour un volume de 30 m3- Batteries : 2 tonnes pour un volume de 2 m3
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Registres de suivi des déchets sur le site Les bennes de déchets réceptionnées sur le site seront triées dès leur arrivée. Les matériaux sont traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est-à-dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales d'exploitation.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à disposition de l'inspection des installations classées, un registre des admissions, un registre des refus et un registre de sortie de déchets.</p> <p>Pour chaque véhicule apportant des déchets, il consigne sur le registre des admissions : - les quantités et les caractéristiques des déchets ; - le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou des) collectivité(s) de collecte ; - la date et l'heure de réception ; - l'identité du transporteur et le numéro d'immatriculation ; - le résultat des contrôles d'admission.</p> <p>En cas de refus de prise en charge de déchets, l'exploitant prévient le producteur dans les meilleurs délais en lui faisant part des motifs de refus. Chaque déchet refusé doit faire l'objet d'un enregistrement sur un registre précisant : - le nom et l'adresse du producteur, l'identité du transporteur, la nature du déchet et sa classification, la quantité, la date, le conditionnement et le motif de refus.</p> <p>Chaque sortie de déchets fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur.</p>
Constats : Conforme.
<p>Observations : Le registre des déchets entrants présenté par l'exploitant comporte deux colonnes dédiées aux refus de prise en charge des déchets (date et motif de refus) mais l'exploitant a indiqué qu'il ne procédait pas à leur enregistrement contrairement à l'article 8.2.1.7.5. L'arrêté ministériel du 31/05/2021 qui fixe le contenu du registre des déchets ne reprend pas cette prescription.</p> <p>Dans le cadre du porter à connaissance en cours d'instruction, l'exploitant a demandé à supprimer cette prescription.</p> <p>L'inspection émet un avis favorable à la demande de l'exploitant et l'article 8.2.1.7.5. sera modifié par voie d'arrêté complémentaire qui sera pris à la fin de l'instruction du PAC.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suites visite du 20/01/2022 Point de contrôle n°17

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.7.7
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Inventaire L'exploitant doit tenir à jour en permanence un inventaire des produits présents sur le site en indiquant leur volume et leur localisation. Ce document doit pouvoir être fourni sans délai aux services d'intervention en cas de sinistre. A cette fin, un exemplaire du document est conservé dans un endroit isolé des bâtiments utilisés pour le stockage, le tri et la réception des déchets.
Constats : Conforme.
Observations : Un inventaire des stocks est fait chaque mois par la direction. En cas d'incident, cet inventaire additionné au registre des entrées et des sorties des déchets extrait du logiciel NESSY peut être mis à disposition des services de secours dans un délai de 30 minutes maximum dès lors que le personnel de la société est informé via la télésurveillance du départ d'un incendie. L'exploitant a informé l'inspection qu'au cours du premier semestre 2023, une "malette" contenant des EPI pour l'équipe de première intervention de la société, l'état des stocks et un plan du site, sera mise en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Entretien des moyens d'intervention Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des extincteurs réalisé par la société CHUBB en date du 17/11/2022. L'examen des rapports fait apparaître que les extincteurs sont opérationnels.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2010, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement. • D'aménager le bief de manière à disposer d'une profondeur d'eau minimum de 0,80 m en toutes circonstances. Une aire de mise en aspiration de 32 m² (8X4) devra permettre la mise en œuvre du matériel à proximité immédiate de cet aménagement. • Implanter un pictogramme à proximité immédiate de l'aire d'aspiration, mentionnant le point d'aspiration • Interdire le stationnement des bennes et des véhicules à proximité de l'aire d'aspiration et réaliser un marquage au sol • Établir des consignes internes pour la fermeture de la vanne par du personnel de la société en cas d'incendie • Entretenir et tester régulièrement la vanne • Flécher à l'entrée du site la direction du point d'aspiration.
Constats : La profondeur d'eau minimale de 0,80 m dans le bief n'est pas garantie en toutes circonstances.
Observations : Un essai de fermeture de la vanne a été réalisé. L'essai est satisfaisant et il montre que la vanne est étanche. La crépine d'aspiration se trouve à environ 40 cm du niveau de l'eau, la profondeur du bief étant de 40 cm environ. A cause du débit très faible du bief, l'eau n'est montée que de 15 cm en une heure. Il aurait donc fallu 3 heures environ pour atteindre la crépine avec une hauteur d'eau minimale de 80 cm, ce qui n'est pas compatible avec l'utilisation de l'aire en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,• la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : Les consignes de sécurité sont établies et affichées dans le hall d'accueil du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consignes d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.
Constats : Les consignes d'intervention sont établies et affichées dans le hall d'accueil du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'organisation des zones de stockage, de chargement et des stationnements est conforme au plan de masse de l'annexe 2 à l'échelle 1/500ème du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.
Constats : L'organisation des zones de stockage n'est pas conforme au plan de masse de l'annexe 2 du dossier de demande d'autorisation.
Observations : L'organisation des zones de stockage n'est pas conforme au plan de masse de l'annexe 2 du dossier de demande d'autorisation. L'exploitant a annexé au porter à connaissance (PAC) en cours d'instruction un nouveau plan de masse. Ce plan sera annexé à l'arrêté complémentaire qui sera pris à la fin de l'instruction du PAC.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet